

Inhaltsverzeichnis

santésuisse

«Ce système conduit au gaspillage» - Interview
Le Temps

25.08.2020

25. August 2020

ACTUALITÉ PAGE 4

Interview

«Ce système conduit au gaspillage»

COÛTS DE LA SANTÉ - Alors que le Conseil fédéral a mis en consultation un nouveau paquet de mesures pour juguler la croissance des dépenses, le surveillant des prix, Stefan Meierhans, déplore la lenteur des travaux parlementaires.

Michel Guillaume

Le 19 août dernier, le Conseil fédéral a présenté son deuxième paquet de mesures pour juguler la croissance des coûts de la santé: parmi elles, la fixation d'un objectif de maîtrise des dépenses et une restriction pour l'assuré du libre choix du médecin. En attendant, le parlement n'a jusqu'ici pas pris de décision tranchée, par exemple en introduisant un prix de référence des génériques, sur lequel les associations faitières des caisses, Santésuisse et Curafutura, comptent beaucoup pour économiser au minimum 300 millions de francs par an. Qu'en pense le surveillant des prix, Stefan Meierhans, qui a fait partie du panel d'experts ayant recommandé 38 mesures en 2017?

Etes-vous déçu de la lenteur des travaux du parlement?

En Suisse, les processus sont longs, car il faut modifier des lois. Lorsqu'il s'agit de réduire les coûts, un ou plusieurs acteurs de la santé doivent forcément faire des sacrifices. Ils font donc de la résistance et retardent les réformes. Maintenant, la vraie discussion commence, et tout se jouera au parlement. Les lobbies seront très certainement omniprésents. J'espère qu'on écouterait aussi les payeurs de primes – et pas seulement ceux qui tirent profit du système actuel. Celui-ci conduit au gaspillage et peut même nuire à la santé puisqu'il incite à la surthérapie et à la surmédication.

Les médecins s'opposent aux objectifs pour maîtriser les coûts. Faut-il craindre une «médecine étatique»?

Ils veulent faire croire cela et attisent ainsi la peur. L'idée du Conseil fédéral est pourtant très simple: si une croissance hors norme des coûts ne peut être expliquée, il faut réduire les tarifs et surtout les mauvais incitatifs. Tout dépendra donc du sens des responsabilités des prestataires de soins, qui doivent mettre le patient au centre des réflexions, et pas leur chiffre d'affaires.

Au-delà du Conseil fédéral, qui est responsable du fait que cette réforme s'enlise? Les lobbies ou le parlement?

Les deux. Les lobbies restent très puissants à plusieurs niveaux. Les hôpitaux sont défendus par les cantons qui en sont souvent propriétaires, et leurs intérêts s'expriment au Conseil des Etats, la Chambre des cantons. Les deux Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) préfèrent multiplier les auditions d'experts plutôt que de décider, ainsi qu'on vient de le voir à propos du prix de référence des génériques.

Il y a là une économie potentielle de 300 à 400 millions par an. Cette mesure a-t-elle une chance de se réaliser?

Je crains que non, mais je l'espère tout de même. En moyenne, les Suisses paient leurs génériques deux fois plus cher ici que dans le reste de l'Europe. Ce ne doit pas être une fatalité. Mais la CSSS du Conseil national s'est déclarée en faveur du principe obligeant le pharmacien à ne vendre que le médicament le meilleur marché. C'est déjà un pas important dans la bonne direction.

Ce prix de référence ne risque-t-il pas de provoquer une pénurie de médicaments?

C'est précisément cela qui m'énerve. L'industrie pharmaceutique joue volontiers sur cette peur, d'autant plus que la Suisse a connu une pénurie de médicaments durant la pandémie. Mais lors de cette crise, les pays de référence où les génériques sont meilleur marché ont connu des problèmes similaires aux nôtres. Le fait de payer plus cher nos génériques ne nous a pas épargné la pénurie. En fait, en Europe comme en Suisse, l'industrie pharmaceutique n'est jamais contente avec ses marges et préfère délocaliser en Inde ou en Chine pour s'épargner des coûts de production.

N'est-ce pas un procès d'intention que vous lui faites là?

Non! Un paquet de chewing-gums coûte plus cher chez nous que la matière première pour des antibiotiques produits en Chine. Le prix de la délocalisation, nous l'avons payé chèrement durant la pandémie: c'est la dépendance envers l'étranger, qui a précisément été créée auparavant par l'industrie pharmaceutique. Vouloir désormais utiliser cet argument pour maintenir des prix surfaits en Suisse tient du cynisme.

Les pharmaciens ne sont actuellement pas incités à prescrire et à vendre des génériques. Que faire?

Le problème est connu depuis longtemps. Les pharmaciens touchent une marge de distribution directement liée au prix des médicaments et n'ont ainsi pas intérêt à vendre des génériques bon marché. Je dis depuis dix ans qu'il faut supprimer ce mauvais incitatif. Le Conseil fédéral a promis en mai 2015 qu'il allait régler ce problème d'ici à 2017. Or on n'a toujours pas de projet de réforme sur la table.

Durant la crise du coronavirus, les hôpitaux disent avoir perdu 3 milliards en devant renoncer aux opérations non urgentes. Quelles prétentions de leur part jugez-vous légitimes?

Il n'y a pas grand-chose à compenser: soit ces opérations seront faites plus tard, et les hôpitaux n'auront rien perdu, soit elles étaient inutiles et il faut se réjouir qu'elles n'aient pas été faites. Le canton de Berne, par exemple, a fait une proposition pour compenser une partie des pertes des hôpitaux, mais je n'en vois pas la nécessité, si ce n'est celle de maintenir des structures en place. Ce faisant, on défend les intérêts des propriétaires d'hôpitaux, mais pas ceux des assurés ni des contribuables.

Le prix des analyses de laboratoire du test diagnostique du coronavirus est-il encore trop élevé?

Je suis intervenu lorsqu'il était encore fixé à 180 francs. A fin avril, le Département fédéral de l'intérieur l'a abaissé à 95 francs. Mais ce prix est encore trop élevé, ainsi que l'indiquent les comparaisons avec l'étranger. En Allemagne, ce test coûte moins que 40 euros. Les cantons s'en sont d'ailleurs aperçus. Ainsi, le Valais a négocié un prix de 52 francs avec les laboratoires.

Ce rapport d'experts de 2017, c'est un peu la montagne qui va accoucher d'une souris?

Nous sommes au milieu du gué. Les décisions cruciales n'ont pas encore été prises. Il faudra de la persévérance. Sur un plan politique, je suis content que les deux initiatives populaires du PS et du PDC vont contribuer à maintenir la pression pour accélérer les processus de décision.



Stefan Meierhans: «Le fait de payer plus cher nos génériques ne nous a pas épargné la pénurie.» (RUBEN WYTTENBACH/13 PHOTO)

Forum Santé

La santé reste l'un des principaux sujets de préoccupation des Suisses. Tout comme l'urgence de réformer notre système de soins. «Le Temps» et «L'illustré» organisent un grand forum pour en débattre.

Date de l'événement Le 8 octobre 2020, de 16h à 20h

Amphimax, Université de Lausanne

Inscription et programme à venir

© **Le Temps**